



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le **29 MAI 2018**

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par SPE1/AA

ARRETE

**actualisant les prescriptions applicables
à la société ESSEX
145, rue de la République à MEYZIEU**

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes
Préfet du Rhône*

- VU le code de l'environnement ;
- VU le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 3 décembre 2015 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;
- VU l'arrêté interpréfectoral du 26 février 2014 portant approbation de la révision du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération lyonnaise ;
- VU le plan régional d'élimination des déchets dangereux Rhône-Alpes (PREDD) approuvé par le conseil régional les 21 et 22 octobre 2010 ;
- VU le plan interdépartemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux du Rhône et de la Métropole de Lyon approuvé le 11 avril 2014 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 août 2001 modifié autorisant la société ESSEX à augmenter la capacité de production de l'établissement situé 145, rue de la République à MEYZIEU ;

VU la déclaration du 30 mai 2016 effectuée par la société ESSEX consécutive à la modification de la nomenclature ;

VU la transmission du 31 août 2016 par laquelle l'exploitant a complété l'étude d'impact sur les rejets d'eau ;

VU le rapport du 11 avril 2018 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que la déclaration effectuée par la société ESSEX est conforme aux dispositions de l'article L.181-14 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les installations exploitées par la société ESSEX ont été régulièrement mises en services avant le 5 mars 2014, date de parution du décret du 3 mars 2014 précité ;

CONSIDERANT donc, que suite aux évolutions de la nomenclature, le site est désormais classé « Seveso Seuil Haut » ;

CONSIDERANT que l'étude d'impact et notamment la partie « eau » ayant été modifiée, il convient d'actualiser les prescriptions relatives aux rejets d'eaux industrielles ;

CONSIDERANT enfin que les changements mis en œuvre par la société ESSEX ne présentent pas de sensibilité notable par rapport à l'environnement et ne constituent pas de modifications majeures par rapport aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 août 2001 ;

CONSIDERANT dès lors que ces modifications ne revêtent pas un caractère substantiel, qu'il y a lieu, en application des dispositions de l'article R 181-45 du code de l'environnement :

- d'accuser réception de la demande d'antériorité et des modifications relatives au volet « eau » de l'étude d'impact transmis par l'établissement ESSEX,
- d'actualiser les prescriptions applicables à l'établissement,
- de mettre à jour la liste des installations classées exploitées au sein de l'établissement de MEYZIEU ;

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

1.1 – DISPOSITIONS ANTÉRIEURES

Le présent arrêté abroge toutes les dispositions antérieures, contraires ou identiques, qui ont le même objet, définies dans l'arrêté préfectoral du 6 juillet 1989 modifié le 7 février 1991 et le 20 janvier 1994 réglementant les activités de la société ESSEX à MEYZIEU (ex NEXANS WIRES).

1.2 – AUTORISATION D'EXPLOITER – TABLEAU DE CLASSEMENT – INSTALLATIONS AUTORISÉES

La société ESSEX est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de MEYZIEU, dans l'enceinte de son établissement situé au 145, rue de la république, les installations répertoriées dans le tableau ci-après et complété à l'annexe 1 du présent arrêté.

Tableau des activités et installation en référence à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Désignation des activités selon nomenclature	Volume	Rubrique	Régime (1)
2660 - Fabrication industrielle ou régénération de polymères Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) a) supérieure à 20 t/j coeff. TGAP : 6	35 t/j (en moyenne sur 30 jours consécutifs)	2660	A
4331 - Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2 - Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	-	4331-2	E
4511 - Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1.- Supérieure ou égale à 200 t	-	4511-1	A
1434 - Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds, pétroles bruts (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435. 1 - Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h	18 m³/h (débit équivalent)	1434-1b	DC
4120 - Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2 - Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	-	4120-2b	D
4130 - Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2 - Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	-	4130.2a	A

4130 - Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	-	4130.1b	D
4150 - Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1 - Supérieure ou égale à 20 t	-	4150	A
47xx - Substance nommément désignée	-	47xx	D
2910.- Combustion A - Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel... à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2 - Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	6,76 MW	2910-A-2	DC
2915 - Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 1 - Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (à 25 °C) est : a) supérieure à 1 000 l	14 500 litres	2915-1-a	A
2921 - Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	2 100 kW	2921-b	DC

1.2.1 – Mutation, transfert des droits

Les droits et obligations institués par le présent arrêté sont transférés à la société ESSEX domiciliée 145 Rue de la république 69330 MEYZIEU.

1.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER

Les installations sont implantées, réalisées et exploitées conformément au dossier de demande d'autorisation et à ses compléments, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté. Les prescriptions sont applicables sans délais à l'exception de celles pour lesquelles un délai est explicitement prévu.

1.4 – MODIFICATIONS

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet du Rhône avec tous les éléments d'appréciation.

1.5 – DÉCLARATION DES ACCIDENTS ET INCIDENTS

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du livre V du code de l'environnement.

1.6 – PROCÉDURE, CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Lorsque l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Cette déclaration mentionne s'il s'agit d'une personne physique, le nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. (cf. art. R.512-68 et R.516-1 du code de l'environnement).

1.7 – ARRÊT DÉFINITIF

L'arrêt définitif de tout ou partie des installations susvisées, fait l'objet d'une notification au préfet du Rhône, dans les délais et les modalités fixées par les articles R.512-39-1 à R.512-39-4 du code de l'environnement.

1.8 – CLASSEMENT « SEVESO »

L'établissement est classé « Seveso seuil haut », à ce titre les dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, lui sont applicables.

1.9 – GARANTIES FINANCIÈRES

1.9.1 – Montant des garanties financières

Le montant des garanties financières exigées à l'article L.516-1 du code de l'Environnement, pour les installations de stockage de substances toxiques est fixé à deux millions sept cent quatre-vingt-sept mille euros, en application de la méthode forfaitaire présentée en annexe 2 de la circulaire ministérielle du 18 juillet 1997 (réactualisée par indice TP 01 de février 2008 à 605,9 ancienne série TP01, à 92,72 nouvelle série TP 01).

1.9.2 – Établissement des garanties financières

L'exploitant remet au préfet, le document attestant la constitution des garanties financières établies dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

1.9.3 – Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévue à l'article 1.9.4.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

1.9.4 – Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP 01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

1.9.5 – Révision du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation telles que définies au paragraphe 1.4 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 22 août 2001 modifié.

1.9.6 – Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'Environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code.

1.9.7 – Appel aux garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

1.9.8 – Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 et suivants du livre V du code de l'environnement, par l'Inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux (cf. R.512-39-3). L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

1.10 – ARRÊTÉS MINISTÉRIELS APPLICABLES

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des dispositions des arrêtés ministériels pris au vu du code de l'environnement, applicables à l'établissement dans son ensemble ou à certaines de ses installations ou activités.

De façon non exhaustive, les arrêtés ministériels suivants sont applicables à l'établissement :

- arrêté ministériel du 25/07/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion ;
- arrêté ministériel du 02/02/98 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté ministériel du 11/09/2003 portant application du décret n° 96-102 du 2/02/1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29/03/1993 modifié ;

- arrêté du 18/04/2008 relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles et à leurs équipements annexes exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- arrêté ministériel du 26/05/14 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre I^{er} du livre V du code de l'environnement ;

1.11 – COMMUNICATION DES DOCUMENTS

Les documents nécessaires à la vérification des prescriptions du présent arrêté et d'une façon générale du code de l'environnement, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ÉTABLISSEMENT

2.1 – GÉNÉRALITÉS

2.1.1 – Contrôles et analyses

Les contrôles prévus par le présent arrêté, sont réalisés en période de fonctionnement normal des installations et dans des conditions représentatives. L'ensemble des appareils et dispositifs de mesure concourant à ces contrôles sont maintenus en état de bon fonctionnement.

Les méthodes de prélèvements, mesures et analyses de référence sont celles fixées par les textes d'application pris au titre du Titre 1^{er} – Installations Classées pour la Protection de l'Environnement – du Livre V du Code de l'Environnement. En l'absence de méthode de référence, la procédure retenue doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Outre ces contrôles, l'Inspection des installations classées peut demander en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements, des analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire, pris au titre du Titre 1^{er} – Installations Classées pour la Protection de l'Environnement – du Livre V du Code de l'Environnement.

Les frais occasionnés par les contrôles visés aux deux alinéas précédents sont à la charge de l'exploitant.

2.1.2 – Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'établissement dans le paysage. L'ensemble des installations, y compris les abords placés sous son contrôle et les émissaires de rejet, est maintenu propre et entretenu en permanence.

2.1.3 – Utilités

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtres, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants... .

Il s'assure également de la disponibilité des utilités (énergie, fluides) qui concourent au fonctionnement et à la mise en sécurité des installations, et au traitement des pollutions accidentelles.

2.2 – BRUITS ET VIBRATIONS

2.2.1 – Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

2.2.2 – Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 sont applicables. Les niveaux de bruit admissibles en limite de propriété et les émergences admissibles dans les zones à émergence réglementée, ainsi que la périodicité et l'emplacement des mesures, sont fixés dans l'annexe 2 du présent arrêté.

2.2.3 – Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage sont conformes à la réglementation en vigueur.

2.2.4 – L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs sonores, haut-parleurs...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

2.3 – AIR

2.3.1 – Captage et épuration des rejets

2.3.1.1 – Les installations sont conçues, implantées, exploitées et entretenues de manière à limiter les émissions (fumées, gaz, poussières ou odeurs) à l'atmosphère. Ces installations sont, dans la mesure du possible, munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions qui sont traitées en tant que de besoin, notamment pour respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

Les installations de traitement des effluents gazeux sont conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

2.3.1.2 – Les dispositifs d'évacuation sont munis d'orifices obturables et accessibles, disposés de manière à permettre la réalisation de mesures représentatives. La forme des cheminées ou conduits d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents rejetés.

Les rejets de Composés Organiques Volatils (COV) issus des réacteurs, des opérations de dépotage et d'empotage sont gérés de la façon suivante :

- *Réacteurs* - Les événements sont collectés et traités dans l'incinérateur de COV ; les rejets des dispositifs de sécurité tels que soupapes et disques de rupture sont collectés et dirigés en toiture, en cas de déclenchement (condition accidentelle) ; en cas de fonctionnement de ces dispositifs de sécurité, une analyse est menée comportant notamment une estimation des quantités rejetées.

- *Installations d'emportage et de dépotage* - Les rejets issus des événements sont soit retournés vers la citerne d'origine, soit collectés et dirigés vers l'incinérateur de COV.

2.3.2 – Qualité des rejets

Les valeurs limites des rejets à l'atmosphère : débit, concentration et flux, sont fixées dans l'annexe 3 du présent arrêté, qui précise en outre les modalités des contrôles (périodicité, normes de mesure, transmission des résultats à l'inspection des installations classées).

2.3.3 – Installations de combustion

Les installations de combustion rentrant dans le champ d'application de l'article R.224-21 du code de l'environnement relatif aux rendements minimaux et équipement des chaudières de puissance comprise entre 400 kW et 20 MW et celles rentrant dans le champ d'application de l'article R.224-41-4 (chaudières entre 4 kW et 400 kW) sont conformes aux dispositions de ces articles. Leur efficacité énergétique et leur émissions polluantes sont contrôlées périodiquement conformément aux dispositions des articles R.224-21 et suivants et R.224-41-4 et suivants.

2.4 – EAU

2.4.1 – Consommation d'eau – généralité – plans

2.4.1.1 – Généralités

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau.

2.4.1.2 – Plans

Un ou des plans, au besoin complétés par des schémas, de tous les réseaux d'alimentation et de rejet sont établis par l'exploitant. Ils sont régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et sont datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le/les plans et schémas des réseaux d'alimentation et de collecte font notamment apparaître et identifient clairement et explicitement :

- l'origine et la distribution des eaux d'alimentation,
- les dispositifs de protection des alimentations (implantations des dispositifs de disconnection ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages et l'instrumentation de toutes sortes (vannes, compteurs, dispositifs siphoniques arrêt de flamme, regards, débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures...),
- les ouvrages d'épuration.

2.4.2 – Alimentation en eau

2.4.2.1 – Prélèvements

Les points et conditions de prélèvement des eaux dans le milieu naturel, sont précisés ci après :

Pour ses besoins et pour ceux de l'établissement voisin (Von Roll), l'exploitant est autorisé, dans les conditions suivantes, à prélever des eaux souterraines au niveau de deux puits de pompage dont les coordonnées géographiques sont :

	Coordonnées des puits de pompage en Lambert 93		
Puits Nord	X = 857 139,5 m	Y = 6 520 213,5 m	Altitude : 206 m
Puits Sud	X = 857 165 m	Y = 6 520 088	Altitude : 206 m

Les volumes et débits de prélèvements autorisés sont pour le puits Nord et le puits Sud réunis :

- volume maximal annuel de prélèvement : 71 000 m³/an,
- volume maximal journalier : 220 m³/j,
- volume horaire maximal en moyenne horaire sur 4 heures : 20 m³/h,

Sur ces volumes et pour ses besoins propres, l'exploitant est autorisé à prélever un volume de :

- 36 000 m³/an 130 m³/j

Les volumes d'eaux de puits prélevés sont mesurés hebdomadairement et reportés sur un registre. Il en de même des volumes d'eaux de puits à destination de la société Von Roll.

Entretien des ouvrages de prélèvement des eaux souterraines

Toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines (cf. arrêté ministériel du 11/09/2003 susvisé).

2.4.2.2 – Protection des eaux (au niveau des prélèvements)

En cas de raccordement sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.

Les réseaux intérieurs ne doivent pas pouvoir, du fait des conditions de leur utilisation, et notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel ils sont raccordés ou engendrer une contamination de l'eau distribuée dans les installations privées de distribution.

En cas de remplacement de matériels, les nouveaux dispositifs de protection mis en place répondront aux recommandations formulées par le guide technique réseaux destinés à la consommation humaine à l'intérieur des bâtiments (CSTB 2003).

Il ne doit pas exister de communication entre le réseau public et l'eau provenant d'un forage privé. Le réseau d'eau industrielle (non potable) devra être identifié selon la norme NF X 08-100, ainsi que les réservoirs et points de puisage.

2.4.2.3 – Dispositif de mesures

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.

2.4.3 – Collecte des effluents liquides

Les réseaux de collecte des effluents séparent les eaux pluviales et les eaux non-polluées des diverses catégories d'eaux polluées.

2.4.4 – Traitement des effluents liquides

2.4.4.1 – Eaux usées sanitaires

Les eaux issues des installations sanitaires (toilettes, lavabos, douches...) sont traitées en conformité avec les règles sanitaires en vigueur.

2.4.4.2 – Eaux pluviales

Les eaux de ruissellement provenant des aires susceptibles de recevoir accidentellement des hydrocarbures, des produits chimiques et autres polluants, sont collectés et dirigés vers un bassin tampon avant rejet au milieu naturel (réseau collectif eaux pluviales vers canal de Jonage).

Un dispositif d'épuration (décantation, élimination des surnageants...) et de contrôle qualité de ces eaux est mis en place. En cas de pollution suspectée : dérive des paramètres mesurés (pH, conductivité...), il fournit une alerte et commande la fermeture automatique de la vanne de déversement du bassin vers le réseau collectif.

2.4.4.3 – Eaux industrielles résiduaires

Sont rejetées dans le réseau eaux pluviales communal :

- les eaux issues des circuits d'eau de refroidissement des tours aéroréfrigérantes,
- les eaux de purge des chaudières,
- les eaux issues des systèmes d'adoucissement de l'eau.

Sont rejetés dans le réseau eaux sanitaires communal :

- les eaux non polluées du laboratoire (système de refroidissement de laboratoire, trompe à eau...),
- les eaux sanitaires.

Excepté les rejets visés ci-dessus, les autres rejets d'eaux industrielles sont interdits. Les milieux de rejet concernés par cette interdiction sont notamment : le milieu naturel, le réseau eaux usées public et le réseau eaux pluviales public.

Les seuils de rejets autorisés dans le réseau eaux pluviales sont ceux fixés par l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

L'exploitant dispose de conventions de rejets établies avec le gestionnaire des réseaux publics d'eaux usées et d'eaux pluviales. Il communique copie de ces conventions et de leurs actualisations à l'Inspection des installations classées.

2.4.5 – Qualité des effluents

2.4.5.1 – Les effluents ne doivent pas comporter des substances nocives dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson en aval du point de rejet.

Ils ne doivent pas provoquer de coloration notable du milieu récepteur.

2.4.5.2 – Les valeurs limites des rejets aqueux sont reportées ci-après en référence aux dispositions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé et au tableau suivant :

Rejet	Milieu récepteur	Débits	Paramètres	Paramètres sur échantillon moyen 24 h	Flux en kg/j	Périodicité des mesures
Eaux pluviales	Réseau eaux pluviales		pH	5.5 à 8.5		Annuelle
			T°	< 30 °C		
			MEST	100 m	10 kg/	
			DCO	300 m	30 kg/	
			DBO ₅	100 m	10 kg/	
			Hydrocarbures	5 mg/l	0,5 kg	
			NTK (azote)	30 mg/	30kg/j	

2.4.6 – Conditions de rejet

2.4.6.1 – À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

2.4.6.2 – Les rejets directs ou indirects dans les eaux souterraines sont interdits selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

2.4.6.3 – Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

2.4.6.4 – Les rejets respectent les dispositions des conventions de raccordement établies avec les gestionnaires des réseaux (réseau publique eaux pluviales, réseau public eaux usées).

2.4.7 – Surveillance des rejets

2.4.7.1 – Mesures sur les rejets

Afin de vérifier le respect des valeurs limites fixées par le présent arrêté, les points de rejet sont équipés de dispositifs permettant de réaliser, de façon sûre, accessible et représentative :

- des prélèvements d'échantillons,
- des mesures directes.

La surveillance des rejets est effectuée conformément aux dispositions suivantes :

- Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé sur un échantillon représentatif du rejet.
- Ce contrôle porte sur les rejets et paramètres définis ci-dessus ainsi que, eu égard aux produits utilisés dans l'établissement susceptibles d'être rejetés dans les eaux de rejet, sur les substances et paramètres pertinents visés à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

2.4.7.2 – Transmission des résultats

Les résultats des contrôles sont transmis à l'Inspection des installations classées, dès réception du rapport de mesure.

La transmission des résultats est accompagnée des précisions et de commentaires nécessaires sur :

- l'emplacement du point de prélèvement,
- la représentativité de l'échantillonnage, les conditions de production et d'une façon générale, tous les événements particuliers qui ont pu influencer les mesures (météo, pluviométrie avant et pendant le jour de prélèvement...),
- les dépassements constatés et leurs causes,
- les actions correctrices prises ou envisagées,
- les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge, fonctionnement des tours aéroréfrigérantes ...).

2.4.8 – Prévention des pollutions accidentelles

2.4.8.1 – Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle des eaux ou des sols.

2.4.8.2 – Stockages et dépôts de liquides susceptibles de polluer l'eau

Tout stockage ou dépôt fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention étanche dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention étanche est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Les capacités de rétention sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à l'action physique et chimique des fluides. Les capacités de rétention dans les zones à risque d'incendie, sont résistantes au feu.

Les récipients mobiles sont, dans la mesure du possible, maintenus fermés et portent clairement le nom du produit contenu et les inscriptions de sécurité conformément au règlement CLP.

Les produits récupérés dans les rétentions en cas d'accident, ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés et, pour les liquides inflammables, dans les conditions définies dans l'arrêté ministériel du 18 avril 2008.

2.4.8.3 – Manipulation et transfert

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les canalisations de fluides dangereux ou insalubres sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir, elles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

2.4.9 – Conséquences des pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelle, l'exploitant est en mesure de fournir les renseignements nécessaires permettant de déterminer les dispositions de sauvegarde à adopter.

Ces renseignements concernent notamment :

- la nature et la quantité des produits rejetés,
- leurs toxicités et leurs effets sur l'homme et sur l'environnement,
- la définition des zones risquant d'être atteintes,

2.4.10 – Surveillance des eaux souterraines

2.4.10.1 – Conception du réseau de forages

La définition du nombre, du lieu d'implantation et de la profondeur des forages à mettre en place, des paramètres surveillés, de la fréquence des prélèvements sont justifiés par une étude hydrogéologique soumise à l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Deux forages, au moins, sont implantés en aval hydraulique du site.

2.4.10.2 – Réalisation des forages

Les forages sont réalisés conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

2.4.10.3 – Analyse des eaux souterraines

2.4.10.3.1 – Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

2.4.10.3.2 – Nature et fréquence d'analyse

Les paramètres ci-dessous sont analysés deux fois par an conformément aux méthodes de référence et normes en vigueur :

Paramètres
Hydrocarbures totaux
Benzène
Toluène
Éthylbenzène
Xylène
Indice phénols

Les résultats des analyses et des mesures des niveaux piézométriques sont transmis à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement au plus tard un mois après leur réalisation, avec les commentaires sur leurs évolutions (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable) et sur les propositions de traitement éventuels. L'appréciation des incertitudes relatives à ces analyses (prélèvements, transport, analyse...) est joints aux résultats des mesures.

2.4.10.4 – Durée de la surveillance

Sur avis de l'inspection des installations classées, la surveillance peut être allégée, sans être inférieure à une fréquence semestrielle, ou elle peut être renforcée si nécessaire.

2.4.10.5 – Frais

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

2.5 – DÉCHETS

2.5.1 – Dispositions générales

2.5.1.1 – Bonne gestion

L'exploitant met en œuvre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise.

À cette fin, il met en œuvre les moyens pour :

- identifier les déchets et leurs filières d'élimination,
- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres,
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique,
- s'assurer, lorsqu'un déchet est remis à un prestataire en vue de son transport ou de son élimination, que celui-ci est régulièrement autorisé.

2.5.1.2 – Déchets dangereux

Tous les déchets dangereux générés par l'activité de l'entreprise, sont caractérisés et quantifiés par l'exploitant.

Pour chaque déchet dangereux, l'exploitant établit une fiche d'identification du déchet qui est régulièrement tenue à jour et qui comporte les éléments suivants :

- le code du déchet selon la nomenclature,
- la dénomination du déchet,
- le procédé de fabrication dont provient le déchet,
- son mode de conditionnement,
- le traitement d'élimination prévu,
- les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet),
- la composition chimique du déchet (compositions organique et minérale),

- les risques présentés par le déchet,
- les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières,
- les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.

L'exploitant tient, pour chaque déchet dangereux, un dossier où sont archivés :

- la fiche d'identification du déchet et ses différentes mises à jour,
- les résultats des contrôles effectués sur les déchets,
- les observations faites sur le déchet,
- les bordereaux de suivi de déchets dangereux renseignés par les centres éliminateurs.

2.5.1.3 – Enlèvement des déchets

Pour chaque enlèvement, les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement...) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

La production de déchets dans l'établissement, leur valorisation, leur élimination (y compris interne à l'établissement), font l'objet d'une déclaration annuelle, dans les formes définies en accord avec l'inspection des installations classées, afin d'assurer le contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

2.5.1.4 – Procédure écrite de gestion des déchets

L'exploitant organise, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure est régulièrement mise à jour.

2.5.2 – Recyclage – Valorisation

2.5.2.1 – Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes opérations de recyclage et de valorisation.

2.5.2.2 – Le tri des déchets tels que : le bois, le papier, le carton, le verre... doit être effectué, en interne ou en externe, en vue de leur valorisation.

2.5.2.3 – Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions doivent être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils doivent être éliminés comme des déchets dangereux.

2.5.3 – Stockages

Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient tenus en état constant de propreté,

- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs, envols,
- les déchets et résidus produits soient stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines). À cette fin, les stockages de déchets dangereux sont réalisés sur des aires dont le sol est imperméable et résistant aux produits qui y sont déposés. Ces aires, nettement délimitées, sont conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels et si possible normalement couvertes, sinon les eaux pluviales sont récupérées et traitées,
- les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosibles.

2.5.3.1 – Stockage en emballages

Pour les déchets dangereux, l'emballage porte systématiquement des indications permettant de reconnaître les dits déchets.

2.5.4 – Élimination des déchets

2.5.4.1 – Principes généraux

L'élimination des déchets qui ne peuvent pas être valorisés, est assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet. L'exploitant établit un bilan annuel récapitulant les quantités éliminées et les filières retenues. Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient, est interdit.

2.5.4.2 – Filières d'élimination

Pour chaque type de déchet, l'exploitant est en mesure de justifier, conformément aux dispositions réglementaires générales relatives à la gestion des déchets, la filière d'élimination qu'il met en œuvre.

2.6 – SÉCURITÉ

2.6.1 – Dispositions générales

2.6.1.1 – Contrôle de l'accès

Des dispositions matérielles et organisationnelles (clôture, fermeture à clef, gardiennage...) interdisent l'accès libre aux installations, notamment en dehors des heures de travail.

2.6.1.2 – Localisation des risques et zones de sécurité

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties des installations qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, ainsi que des procédés utilisés, sont susceptibles d'être à l'origine de sinistres pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'environnement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties, dites zones de sécurité, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Il tient à jour un plan de ces zones.

Les zones de sécurité sont signalées et la nature du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones et si nécessaire rappelées à l'intérieur.

En particulier dans les zones de risques incendie et atmosphère explosible, l'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée.

Sauf dispositions compensatoires, tout bâtiment comportant une zone de sécurité est considéré dans son ensemble comme zone de sécurité.

2.6.1.3 – Zone de risque d'atmosphère explosive – Définition et délimitation

Les zones de risque explosion comprennent les zones où un risque d'atmosphère explosive peut apparaître, soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Les installations comprises dans les zones de risque d'atmosphère explosible sont conçues ou situées de façon à limiter les risques d'explosion et à en limiter les effets, en particulier de façon à éviter les projections de matériaux ou objets divers à l'extérieur de l'établissement.

2.6.1.4 – Surveillance et détection dans les zones de sécurité

Les zones de sécurité sont munies de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité dépendent de la nature de la prévention des risques à assurer.

La surveillance d'une zone de sécurité ne doit pas reposer que sur un seul point de détection.

L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable prenant en compte notamment la nature et la localisation des installations, les conditions météorologiques, les points sensibles de l'établissement et ceux de son environnement.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité.

Les détecteurs et leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information actionnent une alarme en cas de défaillance. L'alimentation et la transmission du signal sont à sécurité positive.

En plus des détecteurs fixes, le personnel dispose de détecteurs portatifs maintenus en parfait état de fonctionnement et accessibles en toute circonstance.

2.6.1.5 – Détection incendie

Les locaux comportant des zones de risques incendie sont équipés d'un réseau de détection incendie ou de tout autre système de surveillance approprié.

Tout déclenchement du réseau de détection incendie entraîne une alarme sonore et lumineuse.

Outre les systèmes de détection déjà en place dans l'établissement, l'ensemble des installations (anciennes et nouvelles) est équipé d'un dispositif de détection de flamme.

2.6.1.6 – Détection gaz

En complément des prescriptions générales sur la détection, les détecteurs gaz sont équipés de deux seuils d'alarme, en fonction du pourcentage de la limite inférieure d'explosivité des atmosphères explosives qui risquent de se former. Lorsque celles-ci comportent des produits différents, l'étalonnage est effectué à partir de la limite inférieure d'explosivité du produit le plus sensible présent.

Les capteurs de détection sont disposés de façon à assurer une détection à proximité des sources potentielles de fuite. Pour les liquides inflammables, ils sont disposés dans les capacités de rétention susceptibles de recueillir la fuite.

2.6.1.7 – Conception des bâtiments et des installations

Les bâtiments et locaux, abritant les installations, sont construits, équipés et protégés en rapport avec la nature des risques présents, tels que définis précédemment. Les matériaux utilisés sont adaptés aux produits utilisés de manière en particulier à éviter toute réaction parasite dangereuse.

Les bâtiments et locaux considérés comme des zones à risque d'incendie présentent des caractéristiques minimales de résistance au feu de deux heures.

Les éléments porteurs des structures métalliques sont protégés de la chaleur, lorsque leur destruction est susceptible d'entraîner une extension anormale du sinistre, ou peut compromettre les conditions d'intervention.

2.6.1.8 – Dégagements

Les bâtiments et unités, couverts ou en estacade extérieure, concernés par une zone de sécurité, sont aménagés de façon à permettre l'évacuation rapide du personnel et l'intervention des équipes de secours en toute sécurité.

2.6.1.9 – Ventilation

En fonctionnement normal, les locaux sont ventilés convenablement, de façon à éviter toute accumulation de gaz ou vapeurs inflammables ou toxiques.

2.6.1.10 – Désenfumage

Les structures fermées, sont conçues pour permettre l'évacuation des fumées et gaz chauds afin de ne pas compromettre l'intervention des services de secours. Si des équipements de désenfumage sont nécessaires, leur ouverture doit pouvoir se faire pour le moins manuellement, par des commandes facilement accessibles en toutes circonstances et clairement identifiées.

2.6.1.11 – Accès

Les abords des installations et appareils qui nécessitent au cours de leur fonctionnement une surveillance ou des contrôles fréquents sont disposés ou aménagés de telle manière que ces opérations de surveillance puissent être faites aisément (éclairage, accessibilité...).

2.6.1.12 – Règles de circulation

Les voies de circulation et les accès aux bâtiments et aires de stockage sont dimensionnés, réglementés et maintenus dégagés, notamment pour permettre l'accès et l'intervention des services de secours.

2.6.1.13 – Matériel électrique

L'installation électrique et le matériel électrique utilisés sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Les installations électriques sont conçues, réalisées et contrôlées, conformément aux textes et normes en vigueur dont le décret modifié n° 88-1056 du 14 novembre 1988.

En outre dans les zones de risque d'apparition d'atmosphère explosible, préalablement définies par l'exploitant, le matériel électrique est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980.

2.6.1.14 – Mise à la terre des équipements métalliques

Les équipements métalliques contenant ou véhiculant des produits inflammables ou explosibles sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.

2.6.1.15 – Protection contre la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre pourrait être à l'origine d'événements susceptibles de porter atteinte, directement ou indirectement à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement sont protégées contre la foudre selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

2.6.2 – Exploitation des installations

2.6.2.1 – Produits dangereux – Connaissance et étiquetage

La nature et les risques présentés par les produits dangereux présents dans l'établissement sont connus de l'exploitant et des personnes les manipulant, en particulier les fiches de sécurité sont à leur disposition.

Les quantités de ces produits sont limitées au strict nécessaire permettant une exploitation normale. Dans chaque installation ou stockage (réservoirs, fûts, entrepôts...) leur nature et leur quantité présentes sont connues et accessibles à tout moment, en particulier l'étiquetage réglementaire est assuré.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles entre eux, ne sont pas associés à une même rétention.

Les dispositions nécessaires sont prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux éléments des fiches de sécurité ou aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

Toutes dispositions sont prises pour, qu'à tout moment les informations concernant la nature et la quantité des produits présents sur le site soient connues et accessibles ; en particulier les niveaux des liquides dans les réservoirs sont mesurés.

Les réservoirs fixes de stockage sont équipés d'une alarme de niveau haut, locale ou reportée, déclenchant une action manuelle et/ou automatique arrêtant le remplissage. Les réservoirs existant ne bénéficiant de cet organe de sécurité sont mis en conformité dans un délai maximum de 1 an.

2.6.2.2 – Surveillance et conduite des installations

L'exploitation des installations est réalisée sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés ainsi que des procédés mis en œuvre.

2.6.2.3 – Consignes d'exploitation

Les opérations dangereuses, font l'objet de consignes écrites, mises à disposition de ceux qui ont à les connaître.

Ces consignes traitent de toutes les phases des opérations (démarrage, marche normale, arrêt de courte durée ou prolongée, opérations d'entretien).

Elles précisent :

- les modes opératoires,
- la nature et la fréquence des contrôles permettant aux opérations de s'effectuer en sécurité et sans effet sur l'environnement,
- les instructions de maintenance et nettoyage,
- les mesures à prendre en cas de dérive,
- les procédures de transmission des informations nécessaires à la sécurité pour les opérations se prolongeant sur plusieurs postes de travail.

2.6.2.4 – Consignes de sécurité

Des consignes écrites, tenues à jour et affichées sur les installations, indiquent les moyens à la disposition des opérateurs (nature, emplacement, mode d'emploi) pour :

- donner l'alerte en cas d'incident,

- mettre en œuvre les mesures immédiates de lutte contre l'incendie ou de fuite de produit dangereux,
- déclencher les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations.

Ces consignes précisent également :

- les contraintes spécifiques à chaque installation ou zone concernée définies précédemment.

2.6.2.5 – Travaux

Sauf pour les opérations d'entretien prévues par les consignes, tous travaux de modification ou de maintenance dans ou à proximité des zones à risque inflammable, toxique ou explosible, font l'objet d'un permis de travail, et éventuellement d'un permis de feu, délivrée par un agent habilité.

Ce permis précise :

- la nature des risques,
- la durée de sa validité,
- les conditions de mise en sécurité de l'installation,
- les contrôles à effectuer, avant le début, pendant et à l'issue des travaux,
- les moyens de protections individuelles et les moyens d'intervention à la disposition du personnel (appartenant à l'établissement ou à une entreprise extérieure) effectuant les travaux.

2.6.2.6 – Vérifications périodiques

Les installations, appareils ou stockages, contenant ou utilisant des produits dangereux, ainsi que les dispositifs de sécurité et les moyens d'intervention, font l'objet des vérifications périodiques réglementaires ou de toute vérification complémentaire appropriée. Ces vérifications sont effectuées par une personne compétente, nommément désignée par l'exploitant ou par un organisme extérieur.

2.6.3 – Moyens d'intervention

2.6.3.1 – Composition des moyens

L'établissement est doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.

Ces moyens se composent de :

- de 6 poteaux d'incendie privés d'un débit minimum de 85 m³/h et à minima d'un poteau d'incendie public implanté au plus à 200 mètres au plus près du risque,
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant les risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.
- d'un moyen permettant d'alerter les services de secours,
- de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours,
- d'un système d'alarme incendie,
- de robinets d'incendie armés,

- d'un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinkler équipé au besoin d'un dispositif d'injection d'additifs appropriés aux risques pour les ateliers mettant en œuvre des produits inflammables et d'une réserve d'eau minimale de 650 m³,
- d'un système de détection automatique d'incendie (température, gaz et fumées).

L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau incendie. Il utilise en outre deux sources d'énergie distinctes, secourues en cas d'alimentation électrique. Les groupes de pompage sont spécifiques au réseau incendie.

2.6.3.2 – Équipe de sécurité

L'établissement dispose d'un service de sécurité placé sous l'autorité directe du directeur de l'établissement ou de l'un de ses adjoints.

Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, doivent pouvoir quitter sans tarder leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

2.6.3.3 – Accès des secours extérieurs

Au moins un accès de secours est en permanence maintenu accessible de l'extérieur du site (chemins carrossables...) pour les moyens d'intervention et de secours.

2.6.4 – Protections individuelles

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques et permettant l'intervention en cas de sinistre, sont disposés à proximité des lieux d'utilisation. Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés périodiquement.

2.6.5 – Formation du personnel à la sécurité

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation initiale et continue de son personnel dans le domaine de la sécurité.

Une formation particulière est assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance des unités.

Cette formation doit notamment comporter :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité, et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Pour ces mêmes installations, une formation particulière est dispensée au personnel non affecté spécifiquement aux unités, mais amené à intervenir dans celles-ci, que ce personnel soit salarié ou non de l'exploitant.

La formation reçue (cours, stage, exercices...) par le personnel salarié de l'entreprise et par le personnel intérimaire fait l'objet de documents archivés.

2.6.6 – Prévention des accidents majeurs

2.6.6.1 – Mesures de maîtrise des risques

Les mesures de maîtrise des risques (MMR), au sens de la réglementation, qui interviennent dans la cotation en probabilité et en gravité des phénomènes dangereux dont les effets sortent des limites du site, apparaissent clairement dans une liste établie et tenue à jour par l'exploitant.

Ces mesures peuvent être techniques ou organisationnelles, actives ou passives et résultent des études de dangers.

Dans le cas de chaîne de sécurité, le terme de mesure couvrira l'ensemble des matériels composant la chaîne.

Sont également incluses dans cette catégorie, les mesures qui participent à la décote en probabilité et/ou gravité pour l'acceptabilité du risque et celles qui conduisent à l'exclusion de certains phénomènes dangereux pour l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques.

Toute évolution de ces mesures fait préalablement l'objet d'une analyse de risque proportionnée à la modification envisagée. Ces éléments sont tracés et intégrés dans l'étude de dangers à chaque révision de celle-ci.

2.6.6.2 – Recensement des substances dangereuses

Selon les modalités de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 (article 9) susvisé, l'exploitant procède tous les 4 ans au recensement des substances ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans son établissement en se référant aux classes, catégories et mentions de dangers correspondantes, ou aux substances nommément désignées dans le tableau annexé à l'article R.511-9 du code de l'environnement. Il notifie ce recensement au préfet.

Le résultat du recensement est renseigné par l'exploitant dans une base de données électronique établi par le ministère en charge de l'inspection des installations classées.

2.6.6.3 – Politique de prévention des accidents majeurs

La politique de prévention des accidents majeurs définie à l'article L.515-33 du code de l'environnement est réexaminée au moins tous les cinq ans et mise à jour si nécessaire.

Elle est par ailleurs réexaminée et si nécessaire, mise à jour :

- avant la mise en service d'une nouvelle installation,
- avant la mise en œuvre de changements notables.

2.6.6.4 – Système de Gestion de la Sécurité

L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs.

Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé.

L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R.515-99 du code de l'environnement.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents à établir et à tenir à jour en conformité avec les dispositions de l'annexe I de l'arrêté du 26 mai 2014 susvisé

2.6.6.5 – Suivi des équipements

Le système de gestion de la sécurité définit notamment les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

L'exploitant tient à jour la documentation et les justificatifs lui permettant de positionner ses équipements et installations par rapport aux exigences de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, ainsi qu'à celles de l'arrêté du 15 mars 2000 relatif à l'exploitation des équipements sous pression.

Lorsque des équipements ou installations sont concernés par ces arrêtés, il s'assure de leur conformité aux exigences de ces textes.

2.6.6.6 – Démarche de maîtrise des risques

L'exploitant met en œuvre une démarche de maîtrise des risques conforme aux dispositions de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

2.6.6.7 – Dossier Sécurité

L'exploitant tient à jour la liste de tous les procédés chimiques (réactions, mélange...) mis en œuvre dans l'établissement.

Chacun d'eux est évalué au regard de ses risques pour l'environnement et de la sécurité.

Pour les procédés potentiellement dangereux, il constitue un dossier qui comprend à minima :

- le rappel des caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques des produits mis en œuvre,
- les quantités maximales de produits mises en œuvre,
- les données sur la cinétique et la thermodynamique des réactions potentiellement dangereuses,
- les incompatibilités entre les produits et les matériaux utilisés,
- la définition des conditions opératoires sûres (température, pression, agitation...), les causes indications éventuelles de dérives, leurs conséquences et les mesures correctives à prendre,
- le schéma de circulation des fluides,
- le mode opératoire,
- les consignes de sécurité propres au procédé, celles-ci doivent prévoir les mesures à prendre en cas de dérive du procédé.

Ces éléments sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

2.6.6.8 – Étude des dangers

L'étude des dangers de l'établissement est établie et tenue à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé et notamment de son annexe III.

2.6.6.9 – Tiers expertise – Information du public – POI

Conformément à l'article R.512-7 du livre V du code de l'environnement, l'étude de dangers peut être complétée par la production aux frais de l'exploitant d'une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi en accord avec l'administration.

L'étude de dangers doit fournir tous les éléments nécessaires pour :

- procéder à l'information du public et du personnel,

- préparer le plan d'urgence interne (Plan d'Opération Interne).

2.6.6.10 – Obligations et échéances de réexamen

L'étude de dangers de l'établissement est réexaminée systématiquement :

- en cas de modification notable des installations au sens de l'article R.512-33 du livre V du code de l'environnement,
- au moins tous les 5 ans à compter du dernier complément significatif reçu portant étude des dangers.

À chacune de ces échéances, l'exploitant transmet au préfet et à l'inspection des installations classées :

- un document attestant de ce réexamen,
- l'étude des dangers de l'établissement mise à jour si le réexamen en a révélé la nécessité.

2.6.6.11 – Plan d'Opération Interne (POI)

À partir des éléments fournis par l'étude des dangers, un plan d'opération interne (POI) est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT), s'il existe, est consulté par l'industriel sur la teneur du POI ; l'avis du comité est alors transmis au préfet.

Ce plan est mis à jour périodiquement à des intervalles n'excédant pas trois ans ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Le POI et ses mises à jour sont transmis en six exemplaires au préfet (Service Interministériel de Défense et de Protection Civile - SIDPC).

Ce plan est testé périodiquement. L'inspection des installations classées est informée de la date retenue pour les exercices. Le compte-rendu lui est adressé.

L'exploitant met en œuvre les moyens en personnels et en matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI.

L'exploitant met en œuvre un POI commun et des exercices communs avec les entreprises installations classées mitoyennes qui sont impactées par des effets issus de ses installations. À défaut, un système d'information et des exercices communs sont mis en place.

2.6.6.12 – Plan particulier d'intervention

En référence à l'arrêté préfectoral du 9 février 2011, l'établissement ne nécessite pas la réalisation d'un plan particulier d'intervention.

En tant que de besoin, en particulier si l'évolution des estimations de l'étendue des zones d'effets viendrait à en justifier le besoin (zones s'étendant sur des zones de présence humaine...), l'exploitant fournit au préfet les éléments permettant d'établir un Plan Particulier d'Intervention pour l'établissement.

2.6.7 – Alerte des populations

L'exploitant assure une alerte efficace auprès du voisinage en cas de nécessité.

Le dispositif correspondant comprend au minimum une sirène fixe et des équipements permettant d'en assurer le déclenchement depuis un endroit de l'établissement bien protégé. Ce dispositif couvre l'établissement Von Roll.

Les sirènes utilisées doivent permettre l'émission d'un signal sonore d'alerte à destination de l'établissement voisin. Le bon fonctionnement de ce signal est testé au moins une fois par an.

Toutes les dispositions sont prises pour maintenir les équipements des sirènes en bon état de fonctionnement. L'équipement d'alerte dispose d'un secours électrique afin qu'en cas d'interruption de l'alimentation principale, le signal d'alerte puisse être perçu à un même niveau qu'aux conditions normales de fonctionnement.

En cas d'accident interne à l'exploitation, l'exploitant informe sans tarder les services d'incendie et de secours.

2.6.8 – Information préventive des populations

Une information préventive des populations sur les risques encourus et les consignes à appliquer en cas d'accident, est réalisée au moyen d'un support écrit approprié (brochure, plaquette, etc.) diffusé auprès des personnes concernées par un accident.

L'exploitant soumet à l'approbation du préfet ses propositions pour l'information préalable de la population concernée par les risques encourus et les consignes à appliquer en cas d'accident.

Cette information couvre les distances retenues (le cas échéant), lors de l'élaboration du PPI de l'établissement ou à défaut le périmètre établi à partir de l'enveloppe des scénarios d'accident les plus graves mis en évidence par l'étude des dangers de l'établissement.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

Les dispositions particulières du présent article s'ajoutent aux prescriptions générales de l'article 2 et ne s'appliquent qu'aux installations concernées.

3.1 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES POUR LES STOCKAGES DE LIQUIDES INFLAMMABLES OU POLLUANTS

Les emplacements des stockages sont largement ventilés.

Les emplacements où sont stockés des liquides inflammables constituent des zones présentant des risques d'incendie et sont aménagés conformément aux dispositions de l'article 2.6.1.3.

Les stockages sont aménagés de façon à retenir et à faciliter la récupération de la totalité des liquides mis en œuvre en cas d'épandage accidentel.

À cette fin, des réserves de produits absorbants sont disposées à proximité de ces emplacements. Aucune communication gravitaire n'est possible avec le réseau d'égout.

Dans le cas de fuite ou déversement accidentel, les liquides recueillis sont évacués comme déchets s'ils ne sont pas réutilisables en l'état. Les stockages aériens constitués de palettiers sont confectionnés, positionnés et orientés de façon à confiner la zone d'effets irréversibles d'un éventuel incendie à l'intérieur des limites de propriété du site. La distance entre chaque palettier et par rapport aux autres installations est suffisante pour éviter tout effet domino.

3.2 – ATELIER OÙ L'ON EMPLOIE DES LIQUIDES INFLAMMABLES

3.2.1 – Les zones où sont stockées des liquides inflammables répondent aux dispositions de l'article 3.7 ci-dessus.

3.2.2 – Les ateliers où l'on emploie des liquides inflammables sont conçus et exploités de telle sorte :

- qu'un incendie en leur sein ne puisse s'étendre à des éléments extérieurs,
- la chaleur et les fumées puissent être évacuées au plus près de la zone affectée par l'incendie,
- les écoulements accidentels de liquides inflammables soient, en toutes circonstances, confinés ou canalisés dans des zones où le risque est maîtrisé,
- disposent de cloisonnements internes permettant de limiter l'extension d'un incendie.

Le dispositif de cloisonnement comprend des parois et portes-coupe feu internes :

- parois coupe-feu de degré 2 heures,
- portes coupe-feu de degré une demi-heure, à fermeture automatique.

3.2.3 – Le sol de l'atelier est imperméable, incombustible et en forme de cuvette de façon à retenir la totalité des liquides en cas de rupture de récipients.

3.2.4 – Dans l'atelier, n'est conservé que la quantité de liquides inflammables strictement nécessaire pour le travail de la journée.

Le dépôt de ces liquides dans l'atelier est placé à une distance suffisante des appareils d'emploi (réacteurs, mélangeurs, filtres...) pour qu'il ne puisse pas y avoir propagation réciproque d'incendie.

3.2.5 – Hors utilisation en cours, les récipients contenant des liquides inflammables ou halogénés sont maintenus hermétiquement fermés.

Sur ces récipients sont indiqués, la nature de leur contenu et l'étiquetage de danger au sens du règlement CLP.

En cas d'empilement, des dispositions appropriées sont prises pour assurer la stabilité des récipients mobiles.

3.2.6 – La ventilation de ces emplacements doit être assurée de façon à ne pas créer de zone où peuvent s'accumuler des vapeurs inflammables ou explosives ou toxiques dans une partie quelconque des ateliers. Cette ventilation évitera la diffusion de ces vapeurs dans les ateliers.

3.2.7 – Le chauffage de l'atelier ne peut être réalisé que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau) ou par induction électromagnétique, la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150 °C. Tout autre procédé de chauffage peut être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

3.2.8 – Le local abritant les chaudières est sans communication directe avec l'atelier.

3.2.9 – Le chauffage des liquides utilisés est réalisé par circulation d'eau chaude ou de vapeur d'eau à basse pression, ou par induction électromagnétique ou par tout procédé présentant des garanties équivalentes de sécurité.

Les chaudières ou générateurs assurant le chauffage de ces fluides sont installés dans des locaux sans communication directe avec l'atelier à l'exception de ceux visés par le point 12.2.

3.2.10 – Il est interdit de pénétrer dans l'atelier avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction est affichée en caractères très apparents dans le local et sur les portes d'entrée.

3.2.11 – Les opérations de broyage, malaxage, centrifugation et autres, de même nature, en présence de liquides inflammables sont effectuées dans des appareils clos. Ces appareils, ainsi que les canalisations servant éventuellement à leur alimentation, sont reliés à un bon sol humide par une connexion métallique (mise électrostatique à la terre).

L'emploi de liquides particulièrement inflammables et l'emploi d'air ou d'oxygène comprimés pour effectuer le transvasement ou la circulation des liquides est rigoureusement interdit hormis leur utilisation pour le fonctionnement des vannes automatiques.

3.2.12 – Les appareils contenant des fluides dont la pression est susceptible de monter dangereusement (chauffage au-delà du point d'ébullition ...), sont munis de soupape de sûreté débouchant en toiture. Dans le cas d'appareils fonctionnant à la pression atmosphérique, les canalisations de mise en communication à l'atmosphère sont équipées de dispositifs permettant de minimiser les rejets (condenseurs...) si sont-ci sont significatifs ou dangereux.

3.2.13 – Le chargement des liquides inflammables dans les appareils de fabrication est réalisé au moyen de canalisations dont les parties mobiles sont réduites au strict minimum.

3.3 – AIRES DE CHARGEMENT ET DE DÉCHARGEMENT DE LIQUIDES INFLAMMABLES OU POLLUANTS

3.3.1 – Ces aires sont délimitées sur le sol, étanches et aménagées de façon à permettre de recueillir la totalité des produits répandus accidentellement.

3.3.2 – Les aires de chargement ou de déchargement des liquides inflammables constituent des zones présentant des risques d'incendie.

3.3.3 – Une consigne précise les précautions à prendre lors du chargement ou du déchargement des véhicules citernes.

3.3.4 – Cette consigne précise les interventions à effectuer en cas d'incident ou d'accident.

3.3.5 – Des réserves d'adsorbants (sable, vermiculite...) avec des moyens (pelles, sacs à jeter...) de répandre ces produits sont disposés à proximité des aires de transfert de liquides inflammables. Ces réserves sont clairement signalées et leur accès n'implique pas la traversée d'une zone dangereuse.

3.3.6 – Les opérations de chargement déchargement sont effectuées sous la surveillance d'une personne responsable dûment formée. Cette personne est présente dans les zones d'opération ou à proximité immédiate. Les opérations d'empotage de produits finis peuvent toutefois être réalisées sans présence humaine sur place si un dispositif de contrôle du niveau de remplissage est en place. Dans ce cas, si le récipient à remplir est susceptible de déborder, un détecteur de niveau haut arrête le remplissage en cas de niveau haut dans le récipient à remplir.

3.4 – DÉPÔT ENTERRÉ

3.4.1 – Dispositions générales – Contrôle d'étanchéité des réservoirs

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 susvisé relatif aux réservoirs enterrés de liquides inflammables ou combustibles est applicable au dépôt enterré pour tous les réservoirs contenant des liquides inflammables.

Les réservoirs simple enveloppe en fosse contenant des liquides inflammables ou susceptibles de polluer les eaux, subissent un contrôle d'étanchéité selon les règles de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 susvisé, tous les cinq ans, par un organisme agréé (cf. art.17 arrêté ministériel du 18/04/2008).

3.4.2 – Chacune des cuves est placée dans une fosse étanche. Les écoulements éventuels sont canalisés vers deux puisards également étanches et permettant la reprise du produit accidentellement répandu.

3.4.3 – Chaque fosse est équipée d'un dispositif permettant de s'assurer de l'absence de liquide en fond de fosse.

En cas de remplacement d'une cuve, le nouveau réservoir doit respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008 susvisé.

3.4.4 – Les canalisations sont métalliques, elles sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

3.4.5 – Chaque cuve est équipée d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume de liquide contenu.

Ce dispositif ne doit pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir.

En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct doit être fermé par un tampon hermétique. Le jaugeage est interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Il appartient à l'utilisateur, ou au tiers qu'il a délégué à cet effet, de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement.

3.4.6 – Chaque cuve est reliée à une ou plusieurs canalisations de remplissage. Les orifices de celles-ci comportent un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes spécifiques éditées par l'Association Française de Normalisation, correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement de l'engin de transport.

En dehors des opérations d'approvisionnement, ces orifices sont fermés par un obturateur étanche.

Dans la traversée des cours et des sous-sols, les raccords non soudés des canalisations de remplissage ou de vidange des réservoirs doivent être placés en des endroits visibles et accessibles, ou bien ils doivent être protégés par une gaine étanche, de classe MO et résistante à la corrosion.

Plusieurs réservoirs destinés au stockage du même produit peuvent n'avoir qu'une seule canalisation de remplissage s'ils sont reliés à la base et si l'altitude du niveau supérieur de ces réservoirs est la même.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice sont mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

Si plusieurs réservoirs sont reliés à leur partie inférieure, la canalisation de liaison doit avoir une section au moins égale à la somme de celles des canalisations de remplissage.

La canalisation de liaison doit comporter des dispositifs de sectionnement permettant l'isolement de chaque réservoir.

3.4.7 – Le remplissage de chaque cuve est réalisé de façon gravitaire. Chaque cuve est équipée d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes dimensionnés de façon à éviter toute surpression et reliés à la citerne d'alimentation pendant la phase de remplissage.

Ces tubes doivent être fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné, avoir une direction ascendante et comporter un minimum de coudes.

Ces orifices doivent déboucher à l'air libre en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison. Ils doivent être protégés de la pluie et ne présenter aucun risque et aucun inconvénient pour le voisinage.

Ils sont équipés de dispositifs pare-flamme.

3.4.8 – Les valeurs de phénol émises lors des opérations de dépotage sont récupérées par le camion citerne.

3.4.9 – Une galerie technique, avec pour sol étanche, permet d'inspecter les différentes fosses.

3.4.10 – Cette galerie est considérée comme zone à risque d'explosion et d'incendie.

3.4.11 – Toutes les installations électriques autres que celles nécessaires à l'exploitation du dépôt sont interdites dans les fosses et dans la galerie.

3.4.12 – Par conception ou par mise en œuvre d'un dispositif de sécurité, le retour de liquide des appareils d'utilisation (réacteurs ...) vers les cuves est interdit.

3.4.13 – Un dispositif permettant l'arrêt de l'écoulement des cuves vers les appareils d'utilisation est en place. Ce dispositif est placé à l'extérieur de la galerie enterrée et est actionnable manuellement indépendamment de tout asservissement. Ce dispositif et son mode d'utilisation sont clairement indiqués.

3.4.14 – Le changement d'affectation des réservoirs (changement de produit) est autorisé sous réserve du respect des présentes dispositions. Ces changements doivent être documentés et tracés et faire l'objet d'une procédure spécifique qui garantisse la sécurité : autorisation par l'agent en charge de l'hygiène et de la sécurité, vérification de l'état des réservoirs, des canalisations et de l'instrumentation associées, information des opérateurs, révision des procédures et automatismes liées, des consignes, étiquetage des canalisations, de la compatibilité des matériaux et des joints Cette procédure est communicable à l'Inspection des installations classées. Les changements d'affectation de réservoir ne doivent pas induire des changements significatifs dans l'appréciation des risques par rapport à ceux présentés à l'Inspection. Si tel n'est pas le cas, le changement doit préalablement faire l'objet d'une procédure de modification.

3.5 – CANALISATION DE TRANSFERT DE FLUIDES

3.5.1 – Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres à l'intérieur de l'établissement sont maintenues parfaitement étanches. Leur matériau constitutif doit permettre leur bonne conservation. Leur bon état de conservation doit être contrôlé extérieurement ou par tout autre moyen approprié. Ces contrôles de fréquence suffisante, donnent lieu à compte rendu et sont conservés à la disposition de l'inspection des installations classées durant un an.

En aucun cas, les tuyauteries de produits dangereux ou insalubres sont situées dans les égouts ou dans les conduits en liaison directe avec les égouts.

3.5.2 – Toutes dispositions sont prises pour que les canalisations enterrées puissent être rapidement découvertes en cas de sinistre.

3.5.3 – Chaque extrémité de tuyauterie, coté stockage ou générateur selon le cas et côté utilisation est munie d'une vanne de barrage. Ces vannes sont maintenues fermées en l'absence de circulation de liquide.

3.5.4 – Les réseaux comprennent les dispositifs appropriés pour pouvoir détecter une fuite et collecter les liquides accidentellement répandus.

3.5.5 – Les réseaux sont conçus pour éviter le mélange de produits incompatibles.

3.5.6 – Les pompes de transfert de fluides dangereux doivent pouvoir être arrêtées en cas d'incident depuis le lieu d'utilisation.

3.6 – EMPLOI DE FLUIDES CALOPORTEURS

3.6.1 – Le liquide organique combustible est contenu dans une enceinte métallique entièrement close, pendant le fonctionnement, à l'exception de l'ouverture des tuyaux d'évent.

3.6.2 – Un ou plusieurs tuyaux d'évent permettent le cas échéant l'évacuation facile de l'air et des vapeurs de liquide combustible. Leur extrémité est convenablement protégée contre l'introduction de corps ou de liquides étrangers (intempéries...) et disposée de manière que les gaz qui s'en dégagent puissent s'évacuer à l'air libre à une hauteur suffisante, sans refluer dans les locaux voisins ni donner lieu à des émanations gênantes pour le voisinage.

Au cas où une pression de gaz s'ajouterait à la pression propre de vapeur du liquide, l'atmosphère de l'appareil est constituée par un gaz inerte vis-à-vis de la vapeur du fluide considéré dans les conditions d'emploi.

3.6.3 – Dans le cas d'une installation dotée d'un vase d'expansion fermé, des dispositifs de sécurité en nombre suffisant et de caractéristiques convenables sont disposés de telle façon que la pression ne s'élève en aucune circonstance au-dessus de la pression du timbre.

3.6.4 – À raison de leurs caractéristiques, les générateurs sont, le cas échéant, soumis au règlement sur les appareils à vapeur et les canalisations et récipients au règlement sur les appareils à pression de gaz.

3.6.5 – Au point la plus bas de chaque installation, il est aménagé un dispositif de vidange totale permettant d'évacuer rapidement le liquide combustible en cas de fuite constatée en un point quelconque de l'installation. L'ouverture de cette vanne devra interrompre automatiquement le système de chauffage. Une canalisation métallique, fixée à demeure sur la vanne de vidange, conduit par gravité le liquide évacué jusqu'à un réservoir métallique de capacité convenable, situé de préférence à l'extérieur des bâtiments et entièrement clos, à l'exception d'un tuyau d'évent disposé conformément au point 3.6.2

3.6.6 – Un dispositif approprié permettant à tout moment de s'assurer que la quantité de liquide contenu est convenable.

3.6.7 – Un dispositif thermométrique permet de contrôler à chaque instant la température maximum du liquide transmetteur de chaleur.

3.6.8 – Un dispositif automatique de sûreté empêche la mise en chauffage ou assure l'arrêt du chauffage lorsque la quantité de liquide transmetteur de chaleur ou son débit dans chaque générateur en service sont insuffisants.

3.6.9 – Un dispositif thermostatique maintient entre les limites convenables la température maximum du fluide transmetteur de chaleur.

3.6.10 – Un second dispositif automatique de sûreté, indépendant du thermomètre et du thermostat précédents, actionne un signal d'alerte, sonore et lumineux, au cas où la température maximum du liquide combustible dépasserait accidentellement la limite fixée par le thermostat.

3.7 – CHAUFFERIES

3.7.1 – La chaufferie est installée et exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 25/07/97 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : Combustion.

3.7.2 – La chaufferie est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R.512-55 à R.512-60 du code de l'environnement. Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions qui doivent faire l'objet d'un contrôle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 25/07/1997 susvisé.

3.7.3 – Des dispositifs de sécurité, en nombre suffisant, et de caractéristiques convenables sont disposés de telle façon que la pression ne s'élève en aucune circonstance au-dessus de la pression du timbre de l'installation.

3.7.4 – Le combustible utilisé est le gaz naturel.

3.8 – DISTRIBUTION DE CARBURANT (FIOUL DOMESTIQUE)

3.8.1 – L'installation de distribution de fioul domestique comprend seulement l'installation d'alimentation en carburant des chariots élévateurs.

Cette installation est composée de :

- 2 réservoirs métalliques de 1 m³,
- 1 dispositif de remplissage gravitaire des réservoirs des chariots.

3.8.2 – Le pistolet de remplissage et sa canalisation flexible sont disposés au-dessus de la capacité de rétention lorsqu'ils ne sont pas utilisés.

Le dispositif de remplissage nécessite une action manuelle continue pour permettre l'écoulement du flux vers le réservoir à remplir. L'écoulement cesse lorsque cette action est interrompue.

3.8.3 – Le remplissage de réservoir de véhicule, moteur de celui-ci non à l'arrêt, est interdit.

3.8.4 – La zone de remplissage et de stockage du fioul est exempte de point chaud, sauf permis de feu. Cette zone est identifiée comme à risque d'incendie.

3.8.5 – La zone de remplissage permet la récupération des égouttures et des écoulements accidentel.

3.8.6 – À proximité directe de la zone de remplissage sont disposés de l'adsorbant et un extincteur.

3.8.7 – Consignes

Les opérations de maintenance de l'installation, remplissage des réservoirs de stockage de l'installation ainsi que celle des réservoirs des véhicules font l'objet de consignes.

3.8.8 – Signalétique

Une signalétique de sécurité est en place dans la zone de remplissage : risque de feu, moteur à l'arrêt, absorbant signalés...

3.8.9 – Mise à la terre

Les équipements métalliques de l'installation sont mis à la terre de façon à éviter toute accumulation d'électricité statique.

3.8.10 – Éclairage

La zone de distribution est convenablement éclairée lorsque des opérations de remplissage y ont cours. L'éclairage électrique dans une zone de 4 m autour du point de remplissage et de stockage est conforme aux prescriptions imposées au matériel électrique utilisable dans les zones à atmosphère inflammable.

3.9 – FABRICATION DE VERNIS

3.9.1 – Le bâtiment où s'effectue la fabrication des vernis est séparé en deux parties dans le sens vertical. Chaque partie est isolée par un mur coupe feu 2 heures et des portes pare-flammes une demi-heure à fonctionnement automatique.

3.9.2 – La dalle de chaque niveau est imperméable et incombustible, sauf la dalle entre les niveaux 1 et 2 et du bâtiment 91 qui est en caillebotis métallique.

3.9.3 – Chaque demi-niveau est considéré comme un atelier et doit respecter les prescriptions du présent arrêté concernant son ou ses activités.

3.10 – STOCKAGE ET UTILISATION DU MDI (4.4' DIISOCYANATE DE DIPHÉNYLMÉTHANE)

3.10.1 – Le MDI utilisé et stocké est exclusivement du MDI pur tel que défini dans l'étude de danger remise au préfet par lettre du 13 décembre 2013 (Ch. 4.5.5, page 17). Les conditions d'utilisation et de stockage sont celles prévues par cette étude dont les principales dispositions sont reprises ci-après.

3.10.2 – La quantité de MDI stockée dans l'établissement est limitée à une citerne de 50 m³.

3.10.3 – Les dispositions des points 7, 8, 9 et 11 sont applicables au stockage, à l'emploi et au transvasement du MDI.

3.10.4 – L'équipement électrique des installations de stockage ou de mise en œuvre du MDI est conforme aux dispositions du point 6.1.5. ci-dessus.

3.10.5 – Formation – La manipulation du MDI ou des produits qui en dérivent, ne peut être confiée qu'à des personnes dûment formées tant aux modes opératoires normaux qu'aux opérations d'urgence.

3.10.6 – L'établissement dispose de tenues protectrices d'urgence en nombre suffisant.

3.10.7 – Les livraisons de MDI liquide sont effectuées sous la surveillance permanente d'un opérateur. Le niveau de remplissage est contrôlé par 2 dispositifs indépendants déclenchant une alarme.

3.10.8 – Cuves sous azote – Les cuves de stockage sont maintenues sous couverture d'azote.

3.10.9 – Pompes

Les pompes de transfert sont installées dans un local spécifique ayant les caractéristiques suivantes :

- matériaux incombustibles,
- paroi coupe feu de degré deux heures,
- couverture incombustible,
- portes pare-flamme de degré une heure.

Les pompes sont équipées de débit-mètres arrêtant la pompe en cas d'anomalies sur le débit de façon à prévenir tout risque d'échauffement dû à un fonctionnement à débit nul.

3.10.10 – Température – La température du MDI dans les cuves est contrôlée en continu par deux dispositifs indépendants. Toutes dispositions sont prises pour éviter une surchauffe accidentelle et notamment, pour couper le chauffage en cas d'élévation anormale de la température du MDI.

3.10.11 – Réacteurs – Les réactions mettant en œuvre du MDI sont réalisées dans des appareils clos. Toutes dispositions sont prises pour que la température de décomposition de ce produit ne puisse être atteinte.

3.10.12 – Déchets – Les déchets de MDI sont éliminés dans les conditions prévues par le point 2.5.

3.11 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES POUR LES STOCKAGES DE SOLIDES TOXIQUES

Ces produits sont stockés indépendamment. Toutes dispositions sont prises afin d'éviter l'exposition de ces produits aux intempéries et ruissellement d'eaux.

3.11.1 – Procédure – Dispersion accidentelle

Une procédure spécifique de récupération du Polyisocyanate bloqué en cas de dispersion accidentelle est établie et formalisée.

3.12 – INSTALLATIONS DE REFROIDISSEMENT PAR DISPERSION D'EAU DANS UN FLUX D'AIR

Sont considérés comme faisant partie de l'installation de refroidissement au sens du présent arrêté l'ensemble des éléments suivants :

- tour(s) de refroidissement et ses parties internes,
- échangeur(s),
- dévésiculeur,
- ensemble composant le circuit d'eau en contact avec l'air (bac[s], canalisation[s], pompe[s]...),
- circuit de purge et circuit d'eau d'appoint.

3.13 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES POUR LES INSTALLATIONS DE COMPRESSION ET DE STOCKAGE DE GAZ OU D'AIR SOUS PRESSION OU LIQUÉFIÉS

3.13.1 – Dispositions générales

Les zones et locaux où sont disposés des installations de compression d'air ou de gaz comprimé ou liquéfié (air, diazote) sont disposés de façon qu'en cas de fuite accidentelle de gaz, ceux-ci soient évacués sans qu'il en résulte d'inconfort ou de risques pour le voisinage.

3.13.2 – Installation de compression

Les réservoirs et appareils contenant des gaz comprimés devront satisfaire à la réglementation des appareils à pression de gaz.

Les compresseurs sont pourvus de dispositifs arrêtant automatiquement leur fonctionnement si la pression devient trop faible à son alimentation, si la pression à la sortie devient trop haute, si la température interne devient trop élevée.

L'arrêt des compresseurs devra pouvoir être commandé à distance.

ARTICLE 4 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société .

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale d'un mois.

ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

ARTICLE 6 – EXÉCUTION

Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de MEYZIEU, chargé de l'affichage prescrit à l'article 4 précité,
- à l'exploitant.

Lyon, le **29 MAI 2018**

Le Préfet,

Sous-préfet, chargé de mission


Michaël CHEVRIER

Annexe
Informations sensibles
- Non communicable au public -

ANNEXE 1 à l'arrêté préfectoral

ANNEXE 1

Complément à l'article 1.2 de l'arrêté d'autorisation.

La société ESSEX SAS est autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de MEYZIEU, dans l'enceinte de son établissement situé au 145, rue de la république, les installations répertoriées dans le tableau ci-après.

Pour chaque rubrique de classement, les volumes d'activité ne doivent pas dépasser ceux indiqués dans le tableau ci-dessous et ci-après.

Tableau des activités et installation en référence à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement		Volume	Rubrique	Régime
Description dans l'établissement	Désignation des activités selon nomenclature			
Fabrication industrielle de polymères. Capacité : 35 t/j (35t/j de polymère sec)	2660 - Fabrication industrielle ou régénération de polymères Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) a) supérieure à 20 t/j coeff. TGAP : 6	35 t/j (en moyenne sur 30 jours consécutifs)	2660	A
Liquides inflammables susceptibles d'être présents dans l'établissement, sous forme de matières premières, produits semis, finis ou déchets. A titre d'exemple, de façon non exhaustive : - dans galerie enterrée des citernes : xylène... - produits finis : vernis type PAI, VTA	4331 - Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2 - Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	582 tonnes	4331-2	E

Produits classés dangereux pour l'environnement : matières premières, produits finis, semis finis ou déchets. A titre d'exemple : - dans galerie des citernes ; solvant naphtha, - matières premières : xylénol, - produits finis : vernis type PEI, PE, PU, formvar, nylon ...	4511 - Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1.- Supérieure ou égale à 200 t	994 tonnes (1)	4511-1 (Seuil Haut : 500 t)	A (SH)
Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables : - 5 installations de remplissage	1434 - Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds, pétroles bruts (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435. 1 - Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h	18 m³/h (débit équivalent)	1434-1b	DC
Toxiques aigus de catégorie 2 sous forme liquide : - diisocyanate de toluène - ...	4120 - Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2 - Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	8 tonnes	4120-2b	D
Liquides de toxicité aiguë par inhalation : - matières premières, produits finis, semi-finis ou déchets - dans galerie des citernes : crésol, phénol... - matière première : acide formique...	4130 - Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2 - Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t	282 tonnes (1)	4130.2a (Seuil Haut : 200 t)	A (SH)
Produits de Toxicité aigus de catégorie 3 par inhalation sous forme solide ou poudre : - polyisocyanates bloqués - ...	4130 - Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t	8 tonnes	4130.1b	D
Stockage avant remise à éliminateur : - déchets aqueux, 30 t	4150 - Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1 - Supérieure ou égale à 20 t	30 tonnes	4150	A
Stockage en mélange de 2,4-diisocyanate de toluène (numéro CAS 584-84-9) et de 2,6-diisocyanate de toluène (numéro CAS 91-08-7).	4726 - 2,4-diisocyanate de toluène (numéro CAS 584-84-9) ou 2,6-diisocyanate de toluène (numéro CAS 91-08-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 500 kg mais inférieure à 10 t	8 tonnes	4726.2	D

Installations de combustion : - 4 chaudières	2910.- Combustion A - Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel... à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est : 2 - Supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW	6,76 MW	2910-A-2	DC
Système de chauffage pour les réacteurs.	2915 - Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 1 - Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (à 25 °C) est : a) supérieure à 1 000 l	14 500 litres	2915-1-a	A
Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air, 4 tours aéroréfrigérantes.	2921 - Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	2 100 kW	2921-b	DC

(1) Condition sur les volumes pour les rubriques 4511.1 et 4130-2a :

La somme des volumes pour la rubrique 4511.1 et pour la rubrique 4130-2a n'excède pas 994 tonnes.

La somme des volumes pour la rubrique 4120-2 et pour la rubrique 4726 n'excède pas 8 tonnes.

Classement Seveso seuil bas et seuil haut :

Total haut (en réf. aux seuils hauts)		Total bas (en réf. aux seuils bas)	
Poids de la somme (a)	Poids de la somme (b)	Poids de la somme (c)	Poids de la somme (d)
1,2	0,0	1,2	2,9

- (a) effets physiques (b) effets sur la santé (c) effets sur l'environnement
- les poids des sommes (a), (b) et (c) sont arrondis à la première décimale.

L'établissement est classé Seveso seuil haut : Poids de la somme seuil haut (a) > 1, poids de la somme seuil haut (c) > 1 et seuils hauts dépassés pour la rubrique 4511 (500 t) et pour la rubrique 4130 (200 t)

Note : Dans tous les cas, les installations, notamment les capacités de stockage et les produits stockés en termes d'effets potentiels ou effectifs sur l'environnement (toxicité, inflammabilité...) sont conformes ou très similaires aux données du dossier de demande d'autorisation.

Suite ANNEXE 1 (ancien tableau de classement – à ne pas annexer à l'arrêté modificatif)

Tableau de classement des activités avant le changement de la nomenclature issu de SEVESO III (avant 2014)

Désignation des activités ou des installations	Volume des activités	Rubrique de la nomenclature	Régime
<p>Stockage de liquides toxiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - xylénol + Crésol + Phénol : 145 tonnes - résines ou solvants toxiques : 24,8 tonnes - phénol (laboratoire) : 0,2 tonnes - PSF A⁽¹⁾ : 27,5 tonnes - PSF B⁽¹⁾ : 27,5 tonnes - vernis d'émaillage⁽¹⁾ : 532,4 tonnes - rebuts⁽¹⁾ : 22 tonnes <p>Emploi de liquides toxiques (1) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 269,6 tonnes <p>(1) Produits toxiques et inflammables</p>	1 049 tonnes	1131-2-a	AS
<p>Emploi ou stockage de diisocyanate de diphenylméthane :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 citerne de 50 m³ 	66,25 tonnes	1158-B-1	A

Désignation des activités ou des installations		Volume des activités	Rubrique de la nomenclature	Régime
<p>Stockage de liquides inflammables</p> <p>1) Réservoirs dans des locaux situés au-dessous du niveau du sol :</p> <ul style="list-style-type: none"> - catégorie B : 230 m³ - catégorie C : $140/5 = 28$ m³ eq - catégorie D : $75/15 = 5$ m³ eq - capacité équivalente : $(230 + 28 + 5)/5 = 52,6$ m³ eq <p>2) Réservoirs aériens ou fûts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - divers réactifs : 20 m³ - divers solvants et additifs : 25 m³ - acide formique : 3,6 m³ <p>3) Stockages annexes et déchets :</p> <ul style="list-style-type: none"> - divers solvants recyclés : 55 m³ 		156,2 m ³ (Capacité totale équivalente)	1432-2-a	A
<p>Installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 7 réacteurs - 12 mélangeurs - 2 citernes et stockages mobiles 		269,6 tonnes	1433-B-a	A
Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles	Rubrique maintenue	14 500 litres	2915-1-a	A
Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	Activité reprise dans la même rubrique, sans changement.	2 100 kW	2921-1-a	A
<p>Emploi ou stockage de solides toxiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - polyisocyanate bloqué 		8 tonnes	1131-1-c	D
<p>Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - diisocyanate de toluène 		8 tonnes	1150-10-c	D
<p>Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 installations de 4 m³/h - 1 installation de 2 m³/h 	Activité reprise dans la même rubrique, sans changement.	18 m ³ /h (débit total équivalent)	1434-1-b	D

Désignation des activités ou des installations		Volume des activités	Rubrique de la nomenclature	Régime
Installations de combustion : - 4 chaudières		6,76 MW	2910-A-2	D
Installations de compression : - 2 compresseurs pour air comprimé 30 et 32 kW - 2 compresseurs pour l'azote de 30 kW chacun	Activité reprise dans la même rubrique, sans changement. Activité maintenue et rubrique modifiée : plus de seuil de déclaration, plus qu'un seuil d'autorisation à 10 MW, donc rubrique non reprise dans le nouveau tableau de classement.	122 kW	2920	D

VU POUR ETRE ANNEXÉ A L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DU 29 MAI 2013

Sous-préfet, chargé de mission

Michaël CHEVRIER

ANNEXE 2

BRUIT

1 – VALEURS LIMITES

Les émissions sonores engendrées par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris celles des véhicules et engins visés à l'article 2 du présent arrêté, ne doivent pas dépasser les valeurs définies dans le tableau suivant.

Période	Niveaux de bruit admissibles en limites de propriété	Valeur admissible de l'émergence dans les zones à émergence réglementée	
		Bruit ambiant entre 35 et 45 dB(A)	Bruit ambiant supérieur à 45 dB(A)
Jour : 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	Point n° 1 : 60 dB(A) Point n° 2 : 64 dB(A) Point n° 3 : 55 dB(A) Point n° 4 : 54 dB(A)	6 dB(A)	5 dB(A)
Nuit : 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés	Point n° 1 : 57 dB(A) Point n° 2 : 60 dB(A) Point n° 3 : 54 dB(A) Point n° 4 : 45 dB(A)	4 dB(A)	3 dB(A)

Les niveaux de bruit admissibles en limites de propriété sont fonctions du niveau de bruit résiduel. Ces niveaux de bruit doivent être tels qu'ils permettent d'assurer dans tous les cas le respect des valeurs d'émergence admissibles dans les zones à émergence réglementée.

2 – CONTRÔLE DES ÉMISSIONS SONORES

2.1 – Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les 3 ans par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des installations classées.

2.2 – Cette mesure doit être effectuée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Sauf accord ou demande préalable de l'Inspection des installations classées, elle est effectuée aux emplacements suivants :

- Point n° 1 : Limite de propriété, à l'extrémité du parking du personnel,
- Point n° 2 : Limite de propriété, vers le poste de détente de gaz, en bordure de la rue de la république,
- Point n° 3 : Limite de propriété avec la société ABB SOLYVENT VETEC, à l'ouest du site,
- Point n° 4 : Limite de propriété avec la société ORANGINA, au nord du site.

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DU 29 MAI 2016

LE PRÉFET

Sous-préfet chargé de mission

Michaël CHEVRIER

ANNEXE 3

AIR

1 – VALEURS LIMITES ET SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS EN SORTIE D'INCINERATEUR

Paramètres	Valeurs limites calculées sur gaz sec		Périodicité des mesures
	concentration en mg/Nm ³ sur un échantillon voisin d'une demi-heure	Flux en kg/h	
COV	50 mg/Nm ³	0,3 kg/h	Annuelle
COV visés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié	20 mg/Nm ³ [1]		

[1] Valeur limite à respecter si et seulement si le flux dépasse 0,1 kg/h.

2 – CONTRÔLES DES REJETS

2.1 – Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme agréé ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Ce contrôle porte sur les rejets et paramètres définis dans le tableau ci-dessus.

2.2 – Les résultats des contrôles sont transmis à l'Inspection des installations classées dès réception du rapport pour les contrôles visés au point 2.1.

2.3 – La transmission des résultats des contrôles visés au point 2.2 est accompagnée de commentaires.

- sur les dépassements constatés et leurs causes,
- sur les actions correctrices prises ou envisagées,
- sur les conditions de fonctionnement de l'installation (niveau de production, taux de charge,...).

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ
PRÉFECTORAL DU 29 MAI 2018


LE PRÉFET

Sous-préfet, chargé de mission

Michaël CHEVRIER

